



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*UNE SOCIÉTÉ PEUT-ELLE ÊTRE PARTIE À UNE DONATION INDIRECTE ? - . - DEUXIÈME  
PARTIE : LA SOCIÉTÉ DONATRICE*

MICHEL LEROY

Référence de publication : La revue fiscale du patrimoine n° 2, Février 2020, étude 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

## UNE SOCIÉTÉ PEUT-ELLE ÊTRE PARTIE À UNE DONATION INDIRECTE ? - . - DEUXIÈME PARTIE : LA SOCIÉTÉ DONATRICE

*– Classiquement, pour imposer le contractant qui s'enrichit d'un acte anormal de gestion, le droit fiscal recherche si la société a consenti une libéralité au profit de ce bénéficiaire taxé sur le terrain de l'avantage occulte. La libéralité est donc une qualification fiscale au service d'une imposition.*

*– Mais un arrêt récent de la Cour de cassation invite à envisager la possibilité d'une qualification civile de société donatrice.*

*– Retenir une telle qualification consacrerait une conception anthropomorphique de la société et poserait la question de l'adaptation du droit des donations aux particularités des personnes morales.*

1. - L'acceptation par une société d'un acte contraire à son intérêt social, dont l'effet est d'enrichir son actif sans contrepartie, devrait permettre, selon nous<sup>Note 1</sup>, de reconnaître l'existence d'une donation au profit des associés ou de certains d'entre eux, la société étant une personne interposée. Faut-il en conclure que l'acceptation d'un acte dont l'effet est l'exact contraire pourra être considérée comme une donation au profit de son bénéficiaire ? Sans aucun, il n'est pas possible d'apporter à cette interrogation une réponse systématiquement affirmative. En effet, une telle qualification ne peut pas être retenue, lorsque l'appauvrissement de la société est conforme à son intérêt social, par exemple parce que l'acquisition du bien, fut-ce à une valeur supérieure à sa valeur vénale, est nécessaire à l'exercice ou à la continuation de l'activité. Dans ce cas, la société a agi dans son intérêt<sup>Note 2</sup>. De même, lorsque la société a mal estimé la valeur du bien, objet de l'acte, une telle qualification ne peut pas non plus être appliquée.

2. - En revanche, lorsque l'appauvrissement que réalise cet acte est volontaire, et que celui-ci n'est pas utile à la réalisation de l'objet social ou n'est pas conforme à l'intérêt de la société, ne faut-il pas analyser cette opération comme une donation ? Une réponse affirmative reviendrait à admettre que la société pourrait être donatrice<sup>Note 3</sup>. Sans aucun doute, en droit fiscal, la réponse est clairement affirmative : la libéralité est une qualification au service d'une imposition (1). En droit civil en revanche, la

réponse à la question est beaucoup plus complexe, tant le concept de donation tacite et le régime applicable à celle-ci semblent peu adaptés aux contraintes de la personnalité morale (2).

## **1. SOCIETE DONATRICE : UNE QUALIFICATION FISCALE AU SERVICE D'UNE IMPOSITION**

**3. - Acte anormal de gestion .** – Il ne peut y avoir de libéralité consentie par la société sans constater un « acte anormal de gestion ». Il n'est donc pas surprenant que la jurisprudence fiscale reconnaisse la possibilité d'une telle donation. Pour le Conseil d'État, « constitue un acte anormal de gestion l'acte par lequel une entreprise décide de s'appauvrir à des fins étrangères à son intérêt »<sup>Note 4</sup>. L'acte en question est inopposable à l'administration fiscale lors du calcul du bénéfice imposable<sup>Note 5</sup>. L'anormalité de l'acte conduit nécessairement à un enrichissement du bénéficiaire. Il y a donc là un acte à titre gratuit au sens de l'article 1107 du Code civil. Selon ce texte, l'acte « *est à titre gratuit lorsque l'une des parties procure à l'autre un avantage sans attendre ni recevoir de contrepartie* ».

**4. -** En d'autres termes, l'opération entraînant un appauvrissement volontaire de la société sans contrepartie réelle ou suffisante (apport à prix minoré, vente à un prix minoré, acquisition à un prix majoré) peut constituer une double opération, l'une consistant au paiement à son prix normal d'une acquisition et l'autre en une libéralité correspondant à l'écart de prix. Telle est la position du Conseil d'État selon lequel, la preuve d'une telle libéralité permet de redresser ce bénéficiaire<sup>Note 6</sup> : « L'avantage ainsi octroyé, requalifié comme une libéralité représentant un avantage occulte, est constitutif d'une distribution de bénéfices au sens des dispositions précitées de l'article 111 c du Code général des impôts ».

**5. -** Cependant, tout acte anormal ne réalise pas par lui-même une libéralité. La donation est établie par la réunion de deux éléments, l'un matériel (un dépouillement irrévocable et son corollaire l'enrichissement du bénéficiaire de l'acte), l'autre intentionnel, caractérisé par la volonté de gratifier. L'opération litigieuse est matérialisée par une différence entre la valeur vénale du bien et la valeur d'acquisition ou de cession non motivée par l'intérêt social. Tout écart de prix atteste en lui-même de cet

appauvrissement. Mais celui-ci peut résulter d'une erreur. Il est donc nécessaire d'établir que cette différence est volontaire et ne manifeste pas une erreur de jugement ou une légèreté de gestion. Le Conseil d'État favorise incontestablement l'administration d'une telle preuve, puisque, pour la cession d'une immobilisation, l'existence d'un écart significatif de prix entre la valeur vénale et le prix de cession permet de présumer l'intention de s'appauvrir<sup>Note 7</sup>.

**6. - . - Intention de s'appauvrir .** – Cependant, l'intention de s'appauvrir n'équivaut pas exactement à celle de gratifier le bénéficiaire de l'acte. Il faut, selon le Conseil d'État, pour retenir la qualification de libéralité, prouver que la société s'est appauvrie dans l'intention d'octroyer un avantage pour le bénéficiaire de l'acte qui lui-même a manifesté son intention de recevoir cet avantage résultant des conditions de l'opération<sup>Note 8</sup>. Il appartient donc à l'Administration d'établir distinctement l'existence d'un avantage et la preuve d'une intention libérale. En principe, en effet, une telle preuve ne peut résulter du seul constat de l'existence d'un avantage sans contrepartie. Concrètement, l'Administration doit établir que le bénéficiaire de l'opération « ne pouvait sérieusement ignorer qu'il profitait d'un avantage substantiel »<sup>Note 9</sup>.

**7. -** Cependant, cette intention est présumée lorsque les parties sont en relation d'intérêts<sup>Note 10</sup>. C'est par exemple le cas lorsque le bénéficiaire de l'acte est l'actionnaire dominant<sup>Note 11</sup>. En d'autres termes, en présence de relation d'intérêts, la libéralité est établie par la seule preuve de l'écart significatif entre la valeur vénale et la valeur retenue pour l'opération. Si le bénéficiaire de l'acte est l'actionnaire unique de la société, il est certain que la présomption s'applique. S'il est l'actionnaire majoritaire, l'application de cette présomption dépendra de l'influence réelle de cet actionnaire sur la prise de décisions<sup>Note 12</sup>. Par exemple, en cas d'acquisition par la société holding de titres de la société fille pour une valeur significativement supérieure à la valeur vénale<sup>Note 13</sup>. Ou encore en cas de cession d'un actif à un actionnaire à un prix minoré : « l'administration doit être regardée comme établissant que le bien a été vendu à un prix significativement inférieur à sa valeur vénale réelle, sans que le requérant ne justifie d'un intérêt ou d'une contrepartie proportionnée à l'avantage ainsi consenti, et comme démontrant, par suite, l'existence d'un acte anormal de gestion constitutif d'une libéralité »<sup>Note 14</sup>.

**8. -** Que déduire de cette jurisprudence du conseil d'État ? Le droit fiscal est un droit pragmatique. Il taxe des flux ou des stocks. Le recours à la libéralité n'est qu'un moyen permettant de faire apparaître

l'existence d'un avantage occulte au sens de l'article 111, c du CGI, c'est-à-dire d'un avantage qui n'a pas été porté en comptabilité par une inscription qui permet d'identifier la réelle nature de l'opération. En d'autres termes, le droit fiscal ne tire pas les conséquences fiscales d'une qualification civile, mais procède à une recherche qui permet de justifier une imposition au titre de l'impôt sur le revenu (IR). Il n'est donc pas possible de tirer de cette jurisprudence du Conseil d'État une analyse globale sur la question.

9. - Cependant, un arrêt récent de la chambre commerciale de la Cour de cassation s'inscrit dans une logique différente et laisse penser que l'enrichissement du bénéficiaire de l'acte anormal pourrait résulter des conséquences de la qualification civile de libéralité. Pour la chambre commerciale en effet, la société personne morale peut souhaiter consentir une donation et celle-ci est imposée aux droits de mutation à titre gratuit<sup>Note 15</sup>.

## **2. SOCIETE DONATRICE : UNE QUALIFICATION CIVILE IMPOSSIBLE ?**

10. - Dans cette affaire précédemment citée, une société avait acquis diverses parcelles de terre et obtenu, successivement deux permis de construire. Elle bâtit sur ce terrain plusieurs immeubles collectifs à usage d'habitation. La société, par la suite, procéda à la vente à son dirigeant, au prix de 2 744,08 €, comme terrain à bâtir, de plusieurs parcelles qui faisaient l'objet du dernier permis de construire obtenu. L'administration fiscale estima la valeur vénale réelle de l'ensemble immobilier, comprenant le bâtiment construit sur ces parcelles, objet de la cession, à un prix cent fois plus élevé. Pour l'administration fiscale, l'acte devait par conséquent s'analyser comme une libéralité, ce qui est classique dans le contentieux de l'acte anormal de gestion. Mais ce sont les conséquences tirées par l'Administration qui interpellent car celle-ci notifia au bénéficiaire de l'acte une proposition de rectification au titre des droits de mutation à titre gratuit et de la publicité foncière. Celui-ci fit valoir que la vente d'un bien immobilier à un prix minoré par rapport à sa valeur vénale réelle contractée par une société commerciale au profit de son dirigeant est constitutive, à hauteur de la minoration de prix constatée par le service, d'un avantage occulte, taxable en tant que revenu distribué dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers par application de l'article 158 du même code. Pour le défendeur, cette qualification légale de revenu distribué, avec le régime d'imposition qui lui est associé, est exclusive de l'application de l'article 677 du

CGI, qui ne soumet à des droits de mutation les transmissions entre vifs de propriété ou d'usufruit de biens meubles ou immeubles que « *sous réserve de dispositions particulières* ».

**11. -** L'argument est rejeté par la Cour de cassation au motif que le défendeur n'avait pas soutenu devant la cour d'appel que la donation litigieuse constituait en réalité un avantage occulte. Or, pour la Cour de cassation, « l'article 902 du Code civil, selon lequel toutes personnes, sauf celles déclarées incapables, peuvent disposer par donation entre vifs ou par testament, n'exclut pas les personnes morales » de sorte que l'article 777 du CGI, qui vise notamment les dons et legs faits aux établissements publics ou d'utilité publique pour les soumettre aux tarifs fixés pour les successions entre frères et sœurs et qui prévoit un taux pour les personnes non-parentes, est également applicable par nature aux personnes morales.

**12. -** La motivation de la Cour de cassation interpelle à un double titre. En effet, en visant l'article 902 du Code civil pour justifier sa solution, l'arrêt laisse penser à la fois qu'une société peut être donatrice et que le droit des donations peut s'appliquer à la personne morale. Or, ces deux propositions sont discutables. D'abord, le droit des donations est-il applicable aux personnes morales ? Sans aucun doute, l'article 902 précité ne limite pas son application aux personnes physiques, mais l'économie du texte démontre sans peine qu'il n'a été pensé que pour les personnes physiques, comme en atteste la référence à l'incapacité. Quant au contenu des articles suivants, il ne concerne incontestablement que les personnes physiques<sup>Note 16</sup>. Ainsi, aux termes de l'article 955 du Code civil, « *la donation entre vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants : 1° si le donataire a attenté à la vie du donateur ; 2° s'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ; 3° s'il lui refuse des aliments.* » Aucune de ces hypothèses n'est concrètement applicable à une donation consentie par une personne morale, à l'exception du 2°<sup>Note 17</sup>.

**13. -** Au-delà même de ces textes, considérer que la personne morale peut réaliser une donation poserait de redoutables questions sur le plan civil, en particulier pour l'application des règles limitant la capacité de recevoir ou de disposer à titre gratuit. Celles-ci sont-elles applicables si le dirigeant de la société est, au moment de l'acte dans une des situations régies par les textes applicables ? Comment par exemple appliquer dans cette hypothèse l'article 907 du Code civil ?<sup>Note 18</sup> Incontestablement, le droit des donations n'a été pensé que pour les personnes physiques. Ne faut-il pas simplement en conclure que la société, par nature, ne peut pas civilement donner ? Relevons que le droit des sociétés ne constitue pas un

obstacle à la reconnaissance d'un tel acte. Sans doute, pour donner, il faut être capable de disposer à titre gratuit. Incontestablement, une société peut réaliser des libéralités au bénéfice de personnes morales dans le cadre d'opérations de mécénat, puisque celles-ci sont de nature à s'inscrire à la fois dans l'objet social et dans le respect de l'intérêt social. En effet, les versements en numéraire ou en nature, pris dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires, effectués par les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés au profit de certains organismes, ouvrent droit à une réduction d'impôt dite « mécénat », égale à 60 % de leur montant (*CGI, art. 238 bis*)<sup>Note 19</sup>.

**14. -** Mais s'il ne fait pas de doute qu'un groupement peut réaliser une libéralité au profit d'une personne morale dans ce cadre particulier, doit-on en déduire une société peut consentir une donation à une personne physique ? La question est particulièrement importante puisqu'un tel acte par sa nature même ne peut pas être considéré comme nécessaire à la réalisation de l'objet social. Or, si l'inutilité de l'opération par rapport à l'objet social est sans incidence sur la validité des actes des sociétés par actions, il n'en va pas de même pour les sociétés de personne et en particulier pour la société civile, puisque, aux termes de l'article 1849 du Code civil, « *Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social* ». Par conséquent, sont nuls les engagements contraires à l'objet social de la société. Cependant la donation tacite s'exprime par un acte, le plus souvent onéreux, la vente à prix modique par exemple, qui peut parfaitement s'inscrire dans les limites de l'objet social et relever ainsi des pouvoirs du dirigeant. De sorte que même une société civile peut être en capacité de se dépouiller. Certes, un tel acte, caractérisant un dépouillement, apparaît sans doute comme contraire à la finalité même de la société qui est de réaliser son activité afin de partager entre les associés les résultats de celle-ci<sup>Note 20</sup>. Cependant, la contrariété à l'intérêt social n'étant pas, par elle-même, une source de nullité des engagements souscrits, une telle contravention à l'intérêt social n'affecte donc pas la validité de l'acte. Le droit des sociétés ne constitue pas un obstacle dirimant à la qualification civile de libéralité.

**15. -** Cependant, pour donner, il faut également être animé d'une intention particulière qui est la gratification du contractant. Celle-ci suppose par conséquent chez son auteur une faculté particulière qui relève de la conscience, celle de distinguer les qualités de la personne gratifiée, qui fait de celle-ci un être à nul autre pareil. Une société, personne morale, peut-elle être animée d'une telle intention ? Sans doute, la société possède-t-elle une volonté propre, exprimée par ses organes collectifs. Cependant, il ne s'infère pas de celle-ci une intention quelconque. Celui qui exprime une intention, c'est le dirigeant. Une telle intention caractérisée chez la personne du dirigeant peut-elle exprimer celle de la société ?

16. - À cette question, l'arrêt précité de la chambre commerciale de la Cour de cassation répond clairement par l'affirmative. Cette position isolée encore aujourd'hui n'est au final pas surprenante dans la mesure où le droit reconnaît déjà que la société peut exprimer, en prenant un acte, une intention particulière. Ainsi, le contentieux de la faute séparable des fonctions du dirigeant illustre parfaitement l'idée que le dirigeant ne doit supporter les effets d'une intention qu'il a exprimée par la réalisation d'un acte, que si celui-ci est d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal de ses fonctions sociales<sup>Note 21</sup>. Il en résulte *a contrario*, que si la faute intentionnelle ne présente pas ces caractéristiques, ses conséquences doivent être supportées par la société elle-même. Ne faut-il pas en déduire que le droit reconnaît que la société peut intentionnellement vouloir les conséquences d'un acte dommageable ?

17. - Ajoutons enfin que selon l'article 1835 du Code civil, « *Les statuts peuvent préciser une raison d'être, constituée des principes dont la société se dote et pour le respect desquels elle entend affecter des moyens dans la réalisation de son activité* »<sup>Note 22</sup>. Cette notion trouve son origine dans le rapport Notat-Senard du 9 mars 2018<sup>Note 23</sup>, selon lequel, « Il convient pour cela que chaque entreprise prenne conscience de sa « raison d'être ». Cependant, ce n'est pas l'entreprise qui aurait une raison d'être mais la structure juridique en permettant l'activité, c'est-à-dire la société. La société doit donc prendre « conscience de sa raison ». Et là où il y a conscience il peut y avoir intention... »<sup>Note 24</sup>.

18. - Il reste que les chambres civiles de la Cour de cassation ne se sont pas prononcées sur la question. Il est vrai que les effets civils d'une telle qualification sont bien moins importants que ses conséquences fiscales. Mais imaginons par exemple que le bénéficiaire d'un acte anormal de gestion, redressé sur le fondement de la libéralité, et marié sous le régime légal, divorce. Il aurait tout intérêt à faire reconnaître sur le plan civil l'existence de cette libéralité pour éviter un enrichissement de la communauté à partager.

### 3. CONCLUSION



**19. -** La question de savoir si la société peut être partie à une donation indirecte est aujourd'hui encore essentiellement envisagée sous l'angle fiscal. Le droit fiscal, pragmatique par fonction, peut sans aucun doute reconnaître l'existence d'une libéralité que le droit civil proscrirait. Sur le plan civil, il ne fait pas de doute que la société peut être donataire, n'étant pas frappée d'une incapacité de recevoir à titre gratuit un actif susceptible de favoriser la réalisation de l'objet social. Cependant, plusieurs observations peuvent être formulées. D'abord, les hypothèses où une telle qualification civile pourrait être retenue devraient être, à notre sens, exceptionnelles. En effet, pour l'homme de la rue, moins sensible que le juriste aux spéculations et constructions intellectuelles, la société n'est pas une personne dotée d'une volonté propre, mais une structure qui lui permet de satisfaire des objectifs déterminés. Difficile alors de manifester pour celle-ci une intention libérale. Ensuite, considérer que la société peut être donataire, c'est également admettre que dans d'autres cas d'enrichissement, elle ne l'est pas. Mais lesquels ? L'étude de la matière exige alors un approfondissement de la notion de personne morale, interposée dans le rapport libéral, que cette étude n'a fait qu'esquisser. Et dans cette hypothèse, qui sont effectivement les donataires ? Tous les associés ou uniquement certains d'entre eux ? Un même acte peut-il être considéré comme une donation au profit de certains associés et ne pas revêtir cette qualité pour les autres ?

**20. -** Au final, la réalité de la personne morale exige de se poser de nombreuses questions que cette étude n'a pu, parfois, que soulever. Paradoxalement, il peut sembler plus simple de reconnaître la société en qualité de donatrice. Le droit des sociétés ne dresse pas en effet un obstacle dirimant à cette reconnaissance, dans la mesure où l'acte support de la donation sera le plus souvent pris en exécution de l'objet social. Quant à la reconnaissance par le droit civil d'une intention, celle-ci semble parfaitement possible sous l'influence du droit des sociétés qui n'est pas rétif à une telle approche. Cependant, là encore, une telle reconnaissance par le droit civil de cette qualité emporte une réflexion accrue sur le droit civil de la donation qui n'est pas adapté en l'état à la possibilité d'une personne morale donatrice.■

---

Note 1 V. les développements de la première partie de cette étude (V. RFP 2020, étude 2).

Note 2 Ou encore lorsque la cession d'un actif même à prix sacrifié est nécessaire pour éviter la faillite de la société.

Note 3 En revanche, si l'acte est détachable des fonctions, celui-ci ne peut pas réaliser une donation consentie par la société, faute d'intention libérale. Un acte ne pourrait pas non plus caractériser une donation indirecte. V. seconde partie de la présente étude.

Note 4 CE, plén. fisc., 21 déc. 2018, n° 402006, Sté Croë Suisse, concl. A. Bretonneau : JurisData n° 2018-023298 ; Dr. fisc. 2019, n° 9, comm. 176 note F. Deboissy et G. Wicker

Note 5 Aux termes du 2 de l'article 38 du CGI, « le bénéfice net est constitué par la différence entre les valeurs de l'actif net à la clôture et à l'ouverture de la période dont les résultats doivent servir de base à l'impôt diminuée des suppléments d'apport et augmentée des prélèvements effectués au cours de cette période par l'exploitant ou par les associés [...] ». – Selon l'article 38 quinquies de l'annexe III au même code : « Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur valeur d'origine. Cette valeur d'origine s'entend : [...] b. Pour les immobilisations acquises à titre gratuit, de la valeur vénale ; c. Pour les immobilisations apportées à l'entreprise par des tiers, de la valeur d'apport [...] ». – Pour le Conseil d'État, la valeur d'origine, à laquelle les éléments d'actif doivent être comptabilisés, n'est opposable à l'administration fiscale que pour autant que sa comptabilisation se rattache à une gestion commerciale normale (CE, 7e et 9e ss-sect., 1er févr. 1978, n° 3402 : Dr. fisc. 1978, n° 13, comm. 471 ; Dr. fisc. 1978, n° 13, comm. 476 ; RJF 3/1978, n° 74. – Dans le même sens, CE, plén., 26 juill. 1982, n° 2533 et 19645 : JurisData n° 1982-607189 ; Lebon, p. 296 ; Dr. fisc. 1983, n° 10, comm. 378, concl. P. Rivière ; RJF 10/1982, n° 903, chron. P.-F. Racine).

Note 6 Par ex., CAA Marseille, 3e ch., 6 déc. 2018, n° 16MA04644.

Note 7 CE, plén. fisc., 21 déc. 2018, n° 402006, préc. note 4

Note 8 CE, 3e ss-sect., 6 mai 2011, n° 322930.

Note 9 CE, 10e et 9e ss-sect., 19 juill. 2011, n° 327762, concl. D. Hedary : JurisData n° 2011-018675 ; Dr. fisc. 2011, n° 37, comm. 499.

Note 10 CE, 9 mai 2018, n° 387071 : Dr. fisc. 2018, n° 26, comm. 317.

Note 11 Par ex. au regard de « la communauté d'intérêts unissant les actionnaires de ces deux sociétés, qui appartiennent au même groupe familial, ces écarts doivent être regardés comme des libéralités volontairement consenties, de manière occulte, par la société Raffy à la société Raffypack » CE, 3e et 8e ss-sect. réunies, 5 janv. 2005, n° 254556 : JurisData n° 2005-080624.

Note 12 P. Carcelero et C. Guincestre, Appréciation de l'intention libérale dans le contentieux de l'acte anormal de gestion : des questions anciennes mais toujours d'actualité : RJF 4/2018.

Note 13 CE, ss-sect. 8 et 3 réunies, 23 juill. 2010, n° 308019 : JurisData n° 2010-012376 ; RFP 2010, comm. 102, note R. Poirier.

Note 14 CAA Bordeaux, 5e ch., 26 nov. 2019, n° 18BX00415.

Note 15 Cass. com., 7 mai 2019, n° 17-15.621 : JurisData n° 2019-007653 ; Dr. fisc. 2019, n° 26, comm. 310 note N. Vergnet et J.-Ph. Coiffard.

Note 16 Sans même évoquer l'article 901 du Code civil qui précise que pour réaliser une libéralité, il faut être sain d'esprit...

Note 17 Sans parler de la procédure de révocation qui est difficilement transposable dans le cas d'une personne morale. De même, aux termes de l'article 957 du Code civil, cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire, à moins que, dans ce dernier cas, l'action n'ait été intentée par le donateur, ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

Note 18 Le mineur, devenu majeur ou émancipé, ne pourra disposer, soit par donation entre vifs, soit par testament, au profit de celui qui aura été son tuteur, si le compte définitif de la tutelle n'a été préalablement rendu et apuré.

Note 20 Ainsi, la Cour de cassation a pu juger « qu'est contraire à l'intérêt de la société qui exploite une surface commerciale la donation faite sans contrepartie à une association chargée d'effectuer des recherches historiques sur le nom de famille du dirigeant » Cass. crim., 5 mars 2014, n° 13-80.350 : JurisData n° 2014-003822.

Note 21 Cass. com., 20 mai 2003, n° 99-17.092 : JurisData n° 2003-019081 ; Bull. civ. IV, n° 84 ; BJS juill. 2003, n° 167, p. 786, note H. Le Nabasque ; D. 2003, p. 1502, obs. A. Lienhard ; D. 2003, p. 2623, note B. Dondero ; Rev. sociétés 2003, p. 479, note J.-F. Barbiéri ; JCP E 2003, 1203, spéc. n° 2, obs. J.-J. Caussain, Fl. Deboissy et G. Wicker ; JCP E 2003, 1398, note S. Hadji-Artinian ; Dr. sociétés 2003, comm. 148, note J. Monnet ; RTD civ. 2003, p. 509, obs. P. Jourdain ; RTD com. 2003, p. 523, obs. J.-P. Chazal et Y. Reinhard ; RTD com. 2003, p. 741, obs. C. Champaud et D. Danet.

Note 22 C. civ., art. 1835 mod.L. n° 2019-486, 22 mai 2019, art. 169. – De même, le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Il prend également en considération, s'il y a lieu, la raison d'être de la société définie en application de l'article 1835 du Code civil. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Note 23 L'entreprise, objet d'intérêt collectif.

Note 24 Sans doute, pour les rapporteurs, la raison d'être « est un guide pour déterminer les orientations stratégiques de l'entreprise et les actions qui en découlent. Une stratégie vise une performance financière mais ne peut s'y limiter. La notion de raison d'être constitue en fait un retour de l'objet social au sens premier du terme, celui des débuts de la société anonyme, quand cet objet était d'intérêt public ». Il y a là pour les rapporteurs une notion purement technique, mais le destin de certaines notions est de prospérer bien au-delà des limites que ses promoteurs lui assignaient ([www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2018/entreprise\\_objet\\_interet\\_collectif.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2018/entreprise_objet_interet_collectif.pdf)).

Note 19 Pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2020, la réduction d'impôt mécénat est aménagée. Le montant de l'avantage est limité à 40 % (au lieu de 60 %) pour la partie des versements excédant 2 M€ sous réserve des dons effectués aux associations d'aide à la personne. Le montant minimal de dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt (plafond alternatif à celui défini en pourcentage du chiffre d'affaires) est porté à 20 000 € au lieu de 10 000 € (L. fin. 2020, art. 134).